



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 93

## **Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière**

---

### **Présentation**

Présenté par  
**M. Raymond Savoie**  
Ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones

---

Éditeur officiel du Québec  
1988

#### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi vise à permettre une réduction du capital-actions de la Société québécoise d'exploration minière et un remboursement correspondant de capital au gouvernement.*

*Il autorise de plus le ministre des Finances à payer dorénavant à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, toute somme n'excédant pas la différence entre son capital autorisé et son capital versé.*

*Le projet propose enfin la suppression de la restriction suivant laquelle le paiement d'un dividende par la Société ne peut réduire, à moins d'un tiers du capital versé, son surplus accumulé.*

## Projet de loi 93

### Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

[[**1.** La Loi sur la Société québécoise d'exploration minière (L.R.Q., chapitre S-19) est modifiée par l'insertion, après l'article 11.1, du suivant:

« **11.2** Le ministre des Finances est de plus autorisé à payer à la Société sur le fonds consolidé du revenu, avec l'approbation préalable du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, toute somme n'excédant pas la différence entre son capital autorisé et son capital émis et payé, pour des actions de son capital social entièrement acquittées à leur valeur nominale et pour lesquelles la Société lui remettra des certificats. ».]

**2.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 21, des suivants:

« **21.1** Après consultation du ministre, le ministre des Finances peut, avec l'approbation préalable du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, demander à la Société de procéder à la réduction de toute partie de son capital-actions versé et à un remboursement correspondant de capital.

« **21.2** Dans les 30 jours de la demande visée à l'article 21.1, le vérificateur de la Société doit informer celle-ci et le ministre des Finances s'il existe, à son avis, des motifs raisonnables de croire que la Société ne pourrait acquitter son passif à échéance en raison de la réduction du capital-actions visée à l'article 21.1.

Si le vérificateur est d'avis qu'il n'y a pas de motifs raisonnables de croire que la Société ne pourrait acquitter son passif à échéance, le ministre des Finances fait publier à la *Gazette officielle du Québec* un avis de la réception de cette opinion, de la réduction du capital-actions qui doit être effectuée et du remboursement du capital qui doit être versé.

« **21.3** La demande de réduction de capital-actions et de remboursement devient exécutoire à la date où l'avis visé à l'article 21.2 est publié à la *Gazette officielle du Québec*. En ce cas, le décret pris en vertu de l'article 21.1 tient lieu, pour la Société, à compter de cette même date, de règlement de réduction du capital-actions.

La Société doit alors procéder à l'annulation des actions faisant l'objet de la réduction. ».

**3.** Cette loi est modifiée par la suppression du deuxième alinéa de l'article 27.

**4.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).